

Fermeture de 14 réacteurs nucléaires à l'horizon 2035



Le parc nucléaire français comprend 58 réacteurs en activité dans 19 centrales, fin janvier le gouvernement a dévoilé une nouvelle version de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) qui précise les modalités de réduction du nucléaire à 50 % de la production électrique française en 2035. 14 réacteurs nucléaires dans 8 centrales seront définitivement mis à l'arrêt.

Excepté Fessenheim qui fermera dès cette année, aucune fermeture totale de centrales n'est prévue. Tous ces réacteurs sont situés dans des structures d'au moins quatre réacteurs.

Ce sont les réacteurs de 900 MW atteignant prochainement les 50 ans, les plus anciens du parc français, qui sont ciblés.

En principe, ces fermetures devraient donc avoir lieu entre 2029 et 2035 si l'on tient compte de cette limite d'âge.

Toutefois, deux réacteurs pourraient être fermés dès 2025-2026, puis deux autres en 2027 et 2028. Ces fermetures anticipées « seront confirmées trois ans avant leur mise en œuvre sur la base des données disponibles à ce moment. »

En même temps, cette PPE s'est fixée comme priorité de fermer les quatre centrales à charbon (Le Havre, Saint-Avold, Gardanne, Cordemais) encore dans l'Hexagone et le développement du biogaz et de l'éolien en mer.

Élisabeth Borne, la ministre de la Transition Écologique, ancienne directrice de l'Urbanisme à la Ville (2008/2013) et de la RATP (2015/2017), a annoncé que le gouvernement allait dédier 1,8 milliard d'euros supplémentaires au biogaz et augmenter de près de 40 % les capacités d'éolien en mer.

L'objectif est d'assurer avec les énergies renouvelables 27% de la production d'électricité en 2023 et entre 33 et 36% en 2028, contre 21% aujourd'hui. À cet horizon, la part du nucléaire devrait être de 60% contre 72% actuellement.